

**Interpellations politiques en période pré-électorale :  
Qu'est-ce que nos futurs élus ont à nous dire sur la souveraineté alimentaire ?**



Hélène Capocci

Avril 2019

**Pour que la Terre tourne plus JUSTE !**



**FÉDÉRATION**  
WALLONIE-BRUXELLES  
CULTURE.BE



**FÉDÉRATION**  
WALLONIE-BRUXELLES

*En amont des élections régionales, fédérales et européennes imminentes, le CNCD-11.11.11 a une fois de plus organisé des « Apéros politiques » dans chaque région francophone belge. Ceux-ci sont l'occasion pour la société civile et les citoyens et citoyennes de rencontrer et de débattre avec nos futurs élus. Le 02 avril, Entraide et Fraternité était présent à l'apéro politique de Bruxelles pour animer la table thématique « Souveraineté alimentaire » avec SOS Faim. Deux questions identiques ont été posées aux 6 candidats des principaux partis francophones (PS, Ecolo, CDH, MR, PTB et Défi) afin de susciter leur engagement pour un système agroalimentaire qui tourne juste.*

Le principe est simple : 6 candidats<sup>1</sup>, 6 tables thématiques<sup>2</sup>. Chaque représentant politique a 20 minutes par table où des citoyens et représentants de la société civile lui posent des questions sur les sujets qui les passionnent, les préoccupent, pour lesquels ils se sentent concernés. Les revendications portées à chaque table sont basées sur le Mémoire CNCD-11.11.11<sup>3</sup>, conçu par les organisations membres (dont E&F) et envoyé au préalable à chaque parti. Ces revendications ont ensuite été complétées par les citoyens présents à ces apéros politiques. Après ces 20 minutes, ils passent à la table suivante afin qu'ils soient confrontés à tous les sujets en l'espace d'une même soirée.

## Zoom sur la table souveraineté alimentaire

À la table « souveraineté alimentaire », deux questions avaient été élaborées avec les citoyens au préalable. La première question concernait la notion d' « **exception agricole** »<sup>4</sup>. Inspirée de l'exception culturelle, la proposition serait d'insérer une clause d'exception agricole dans les accords de libre-échange afin de protéger le secteur de l'agriculture des dérégulations du marché que peuvent entraîner les traités commerciaux internationaux. Cela signifierait notamment que les producteurs seraient protégés par un seuil défini d'importations à ne pas dépasser pour ne pas perturber le marché agricole des différentes parties. **La question était double : votre parti politique est-il favorable à une exception agricole en commerce international ? Et si oui, seriez-vous prêt à conditionner votre assentiment à des accords commerciaux négociés par l'Union européenne à la présence d'une exception agricole dans le texte des accords ?**

Il semblait pertinent de poser cette question pour deux raisons principales. La première est le contexte actuel de **multiplication d'accords de commerce international et de protection des investissements étrangers** signés par l'Union européenne, tant avec des pays industrialisés qu'avec des pays en développement. La deuxième est la **vulnérabilité du**

---

<sup>1</sup> Les candidats présents étaient : Jean-Yves Kitantou (CDH), Nabil Boukili (PTB), Claire Hugon (Ecolo), Khalil Aouasti (PS), Michel De Maegd (MR) et François De Smet (Défi).

<sup>2</sup> Justice climatique, justice migratoire, commerce juste et durable, justice fiscale, égalité entre hommes et femmes et souveraineté alimentaire. Voir la vidéo réalisée par le CNCD-11.11.11 sur les apéros politiques : <https://www.facebook.com/118510721519982/videos/448577529215381/>

<sup>3</sup> <https://www.cncd.be/Elections-2019-Memorandum-pour-les>

<sup>4</sup> Voir l'analyse d'E&F « L'exception agricole : un pas vers la souveraineté alimentaire ? », décembre 2016 : <https://www.entraide.be/L-exception-agricole-un-pas-vers-la-souverainete-alimentaire>

**secteur agricole aux mécanismes du marché libéralisé**<sup>5</sup>, par exemple en termes de **fluctuation des prix** (chutes des prix imprévisibles qui font produire les agriculteurs à perte), ou de **concurrence** (importation d'une denrée également produite sur place mais vendue à un prix beaucoup plus bas que sur le marché local, défavorisant ainsi les producteurs locaux). Sans droits de douane ou quotas d'importation stricts, les producteurs locaux souffrent de l'arrivée de **denrées internationales produites pour être vendues à bas coût**. Nos alliés de SOS Faim rendent compte de cette situation dans leur récente campagne « N'exportons pas nos problèmes » en prenant l'exemple du lait<sup>6</sup>. Cette équation impossible du libre-échange et du soutien à l'agriculture familiale a par ailleurs fait l'objet des revendications du Résap (Réseau de soutien à l'agriculture paysanne) à l'occasion du 17 avril 2019, journée internationale des luttes paysannes<sup>7</sup>.



*Photo du CNCD-11.11.11 de la table Souveraineté alimentaire lors de l'apéro politique bruxellois le 02 avril 2019.*

---

<sup>5</sup> Voir l'analyse d'E&F « Le printemps du libre-échange », juin 2018 : <https://www.entraide.be/Le-printemps-du-libre-echange>

<sup>6</sup> Voir : <https://www.sosfaim.be/26869/nexportons-pas-nos-problemes-la-nouvelle-campagne-de-sos-faim-pour-soutenir-les-producteurs-de-lait-dici-et-dailleurs/>

<sup>7</sup> Voir la note de positionnement : « Journée des luttes paysannes 2019. PAC et accords de libre-échange : (in)cohérence des politiques ». Disponible sur : [https://www.luttеспaysannes.be/IMG/pdf/resap\\_positionnement\\_ok.pdf](https://www.luttеспaysannes.be/IMG/pdf/resap_positionnement_ok.pdf)

### Des chiffres qui parlent d'eux-mêmes...

Selon la FAO (organe des Nations Unies en charge de l'agriculture et de l'alimentation), l'agriculture familiale fournit 80% de la nourriture consommée au monde.

Les femmes représentent 43% de la main d'œuvre dans l'agriculture, et sont à la base de 60 à 80% des aliments de consommation familiales, pourtant ont un accès limité aux ressources et moyens de production (crédits, terre, intrants, outils de travail, ...).

En 2018, 821 millions de personnes dans le monde souffrent de la faim. Chiffre en hausse ces trois dernières années.

L'agriculture conventionnelle représente en moyenne 25% des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

L'agriculture est responsable de 80% de la déforestation mondiale.

Les groupes les plus vulnérables à la sous-alimentation : 50% sont paysans, 20% sont paysans sans terre, 20% sont des pauvres urbains, 10% sont pêcheurs, chasseurs, pasteurs.

L'affectation des terres agricoles dans le monde : 81% sont dédiées à la production de viande, 14,5% à la production agricole, 4,5% à la production d'agrocarburants.

Durant le 20<sup>e</sup> siècle, 94% des variétés de semences ont disparu.

Près de 20 % de la nourriture produite dans l'UE est perdue ou gaspillée chaque année.

Plus de 50 % de la population européenne est en surpoids et plus de 20 % est obèse.

70 % du secteur agrochimique mondial est désormais entre les mains de seulement trois entreprises. Jusqu'à 90 % du commerce mondial des céréales est contrôlé par quatre multinationales.

Dans l'UE, plus de 100 000 hectares de terres arables sont sacrifiés chaque année sur l'autel du développement urbain/industriel. 3 % des exploitations détiennent désormais 52 % des terres agricoles de l'UE, et 20 % des fermes perçoivent 80 % des paiements octroyés par la PAC.

La deuxième question concernait le **soutien à l'agriculture durable**. L'agriculture familiale belge et européenne est en difficulté, et ce, à plusieurs points de vue. **Les petites structures ont tendance à disparaître** au profit de grandes fermes plus orientées vers l'exportation : entre 2003 et 2013, le nombre d'exploitations agricoles au sein de l'Union européenne a chuté de 30%. En Belgique, c'est en moyenne 43 fermes par semaine qui ont disparu ces trente dernières années. **Les agriculteurs vieillissent** : près 50% des agriculteurs européens sont âgés de plus de 55 ans, et 25% d'entre eux ont plus de 65 ans. Les producteurs sont confrontés à une **explosion du prix des terres agricoles** (en Belgique, + 26% du prix à l'hectare entre 2013 et 2018<sup>8</sup>) **et des intrants** (+ 40% entre 2000 et 2010) alors que le revenu moyen des agriculteurs est en baisse tendancielle depuis la fin des années 1990'. De plus, la

<sup>8</sup> Chiffres issus du premier baromètre des notaires sur le marché des terres agricoles en Belgique, 2018.

**dépendance aux produits pétrochimiques** (engrais et pesticides) est la réalité d'une large proportion d'agriculteurs, provoquant des problèmes de santé reconnus comme « maladies professionnelles »<sup>9</sup> et faisant également obstacle à la transition agroécologique.

La question adressée aux candidats était donc : ***Vu ce contexte préoccupant, quelles sont les mesures concrètes de votre parti pour soutenir les agriculteurs belges et européens dans la transition vers un modèle agricole et alimentaire durable sur le plan social et environnemental ?***

## Les réponses des partis

Tous les candidats présents se sont prêtés au jeu et ont répondu aux questions, dans les limites de leurs connaissances du sujet. Les débats ont notamment permis de décloisonner les questions de l'agriculture et de l'alimentation. En effet, si celles-ci sont intrinsèquement liées entre elles sont également au cœur de multiples autres enjeux : le commerce international, l'aménagement du territoire, la transition écologique... L'information des politiciens est donc une première étape importante et ceux-ci se sont montrés ouverts et à l'écoute, avouant parfois que la table « souveraineté alimentaire » était celle qu'ils redoutaient le plus, car celle dont ils maîtrisaient le moins le sujet.

Les réponses des différents étaient prometteuses<sup>10</sup>. Ce qui ressort de façon flagrante est que **tous les partis, à l'exception du MR, sont favorables à l'exception agricole**. Le MR préfère opter pour un « monitoring » au niveau européen afin d'évaluer si le traité commercial ne nuit pas au marché agricole. Plusieurs partis (Ecolo, PTB, Défi) sont même favorables à **l'inclusion de normes sociales et environnementales contraignantes dans les accords de commerce international**. Le MR et CDH se sont quant à eux engagés à œuvrer pour une **loi belge sur le devoir de vigilance des entreprises**, qui obligerait celles-ci à rendre des comptes sur le respect des droits humains au cours de leur chaîne de production.

Les réponses sur le soutien à l'agriculture contenaient certains mots clefs, communs à tous les candidats : **soutien aux circuits courts, création de coopératives agricoles, augmentation du revenu des agriculteurs, agriculture biologique et locale**. Le besoin de réformer la **politique agricole commune (PAC)** afin qu'elle bénéficie aux petits agriculteurs était également un argument présent sur les lèvres de chaque candidat... Les moyens évoqués pour y arriver différaient bien sûr entre chaque parti : incitations fiscales, interdiction de la spéculation foncière agricole, formation pour les agriculteurs, campagnes d'éducation à la consommation, investissement dans la recherche fondamentale, promotion de la technologie, étiquetage montrant la part de marché attribuée au producteur, interdiction des agrocarburants 1<sup>ère</sup> génération, intégration du droit à l'alimentation saine dans la constitution belge...

---

<sup>9</sup> Comme la maladie de Parkinson depuis 2013 ou le lymphome non hodgkinien depuis 2015. Voir la revue *Le Un*, « Glyphosate : comment s'en passer ? », 20 février 2019. Voir également l'analyse d'E&F : G. Gillard, « Glyphosate : un herbicide aux enjeux explosifs », novembre 2018 : <https://entraide.be/glyphosate-un-herbicide-aux-enjeux-explosifs>

<sup>10</sup> Voir également le [Mémorandum pré-élections 2019](#) : Synthèse des réponses des partis francophones », réalisé par nos collègues de FIAN Belgium.

S'il est évident que toutes ces promesses ne seront pas pour autant des priorités pour chacun, il est à noter que le combat pour des systèmes alimentaires justes et écologiques fait son chemin. Certains arguments qui étaient jusqu'à récemment uniquement défendus par un groupe restreint de convaincus, sont à présent partagés par une large frange de la population, d'opinion politique diverse. **La nécessité d'entamer une transition agroécologique est devenu un argumentaire convaincant et audible pour tous les grands partis politiques francophones.** On ne peut que s'en réjouir et s'en féliciter vu que cette évolution des positions des partis politiques est la conséquence des nombreuses mobilisations citoyennes! Notre travail en tant que membre de la société civile résidera dans le rappel de leurs engagements, et de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour les faire respecter après le 26 mai !



*Photo du RéSAP prise lors de la journée internationale des luttes paysannes, le 17 avril 2019 à Namur (© [www.luttespaysannes.be](http://www.luttespaysannes.be)).*